



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

statistiques

Question au Gouvernement n° 2904

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline, pour le groupe DL.

Mme Nicole Ameline. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Le Gouvernement a eu la chance, depuis 1997, de bénéficier d'une situation économique exceptionnelle aux plans mondial et européen. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Mme Odette Grzegorzka. Cette chance, nous l'avons construite !

Mme Nicole Ameline. Durant ces quatre années, jamais l'économie européenne n'a connu un taux de croissance aussi élevé, jamais les entreprises n'ont créé autant d'emplois, jamais les recettes fiscales n'ont été aussi importantes.

Au moment où la conjoncture économique se retourne, d'abord aux Etats-Unis, puis en Allemagne et en France, que constate-t-on ? Que la France a perdu son leader ship européen. Les résultats comparés des économies européennes démontrent le déclin relatif de notre pays, qui a déjà perdu sa place de quatrième puissance économique au profit du Royaume-Uni. En ce qui concerne le PIB par habitant, la France n'est plus qu'en dixième position et, si le critère du pouvoir d'achat est pris en compte, elle ne figure qu'au douzième rang. Pour la compétitivité, la France occupe le vingt-cinquième rang mondial, loin derrière les Etats-Unis; seuls restent derrière nous l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Enfin, s'agissant de la croissance et de la maîtrise des déficits publics, nous nous situons, là aussi, en fin de liste.

Au moment où le ministre des finances doit hausser le ton afin de faire respecter les critères de convergence pour la préparation du budget de 2002, ma question est simple: qu'avez-vous fait, monsieur le Premier ministre, de la croissance ? Comment entendez-vous enrayer le déclin annoncé de la France, auquel vos choix économiques ont malheureusement contribué, ainsi qu'en atteste l'étude incontestable réalisée par Eurostat ? Comment, enfin, pouvez-vous espérer que la France garde un rôle politique moteur en Europe, alors que nous faisons figure de pays affaibli par rapport à nos partenaires ? (Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la Démocratie française-Alliance.)

M. Lucien Degauchy. Très bonne question !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Madame la députée, veuillez excuser l'absence du Premier ministre. Cela dit, comme votre question porte essentiellement sur la situation économique, je me fais un plaisir d'y répondre.

Depuis quelques semaines, vous développez le thème suivant: quand le Gouvernement est arrivé aux responsabilités, en 1997, il a bénéficié d'une grande chance: celle d'une croissance tombée du ciel.

M. Lucien Degauchy. C'est vrai !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Et maintenant que les choses deviennent plus difficiles, il n'aurait pas préparé le futur. C'est un thème que la droite a développé plusieurs fois, et hier encore au Sénat, où j'étais. Toutefois, il ne suffit pas de répéter sans cesse les mêmes propos pour qu'ils soient véridiques et je vais donc vous expliquer en quelques mots les raisons pour lesquelles je ne partage pas votre sentiment.

M. Bernard Accoyer. Vous avez tort !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Premièrement, madame Ameline, s'il avait été écrit de toute éternité que, en 1997, la France devait connaître une croissance radieuse, je ne suis pas sûr que le Président de la République aurait dissous l'Assemblée nationale. (Applaudissements et rires sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Deuxièmement, je voudrais que la droite m'explique - mais, malheureusement, dans le cadre des questions d'actualité, nous n'avons pas la possibilité d'engager un long dialogue - pourquoi, si, selon elle, notre gestion a été si calamiteuse,...

M. Yves Nicolin. C'est Eurostat qui le dit !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... la France a chaque année, depuis 1997, une croissance supérieure de 0,5 % à celle de l'Allemagne, alors que, dans le passé, c'était en permanence l'inverse. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. Pierre Lequiller et M. Richard Cazenave. C'est à cause de la réunification !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Troisièmement, quand on parle de déficits publics, madame Ameline, il faut être précis. Il est tout à fait exact qu'en 1997, au moment où le gouvernement de M. Jospin a accédé aux responsabilités, la France occupait la dernière place en Europe de ce point de vue.

M. Richard Cazenave. C'est l'héritage socialiste ! Les années Mitterrand !

M. Yves Nicolin. Merci Bérégovoy !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Et même si je suis un de ceux qui demandent une réduction et une limitation du déficit, je constate avec plaisir que, grâce à l'effort des Français et à la politique conduite par le Gouvernement, nous sommes désormais dans la moyenne.

Pour autant, je vous concède volontiers, madame Ameline, qu'il faut rester très vigilant.

M. Renaud Donnedieu de Vabres. Ca, c'est pour Gremetz !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Si vous pouviez, vous, les membres de l'opposition, nous aider dans ce domaine, ce serait utile. Par exemple, j'ose hasarder une suggestion en vous proposant que, pendant la semaine, vous continuiez à dire qu'il faut limiter les dépenses publiques lorsqu'elles sont inutiles ...

M. Yves Fromion. Comme celles résultant des 35 heures !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... mais que vous évitiez, lorsque vous retournez dans vos circonscriptions, de demander, comme vous le faites actuellement - vous ou des inspirateurs plus haut placés -, la multiplication de telles dépenses dans tous les domaines.

M. François Goulard. Qu'est-ce que ça veut dire ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Ce serait peut-être plus cohérent !

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Yves Nicolin. Baratin !

Données clés

Auteur : [Mme Nicole Ameline](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2904

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 juin 2001, page 4530

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 21 juin 2001